



Conseil économique et social

Distr. générale
15 juillet 2014
Français
Original : anglais

Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa session annuelle de 2014*

(3-6 juin 2014)*

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Organisation de la session	3
A. Déclarations liminaires du Président et du Directeur général	3
B. Adoption de l'ordre du jour	5
II. Délibérations du Conseil d'administration	5
A. Rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF : exécution et résultats obtenus en 2013, notamment rapport sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet ...	5
B. Matrice finale des résultats du plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017	9
C. Égalité des sexes et autonomisation des femmes	10
D. Propositions de coopération au titre des programmes de l'UNICEF	12
E. Évaluation	16
F. Audit interne et investigations	17
G. Rapport du Bureau de la déontologie	19
H. Création d'un quatrième poste de sous-secrétaire général/directeur général adjoint de l'UNICEF dans le cadre des initiatives de l'institution visant à améliorer la gestion axée sur les résultats	20

* Le présent document est une version préliminaire du rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa session annuelle (3-6 juin 2014). Le rapport sur les travaux de sa première session ordinaire (4-7 février 2014) a été publié sous la cote E/2014/34 (Part I) et celui de sa deuxième session ordinaire (9-12 septembre 2014) paraîtra avec la première partie sous la cote E/2014/34 (Parts I et II). Ces rapports seront publiés sous forme définitive en tant que Documents officiels du Conseil économique et social, 2014, Supplément n° 14 (E/2014/34/Rev.1-E/ICEF/2014/7/Rev.1).



I.	Déclaration du Président de l'Association mondiale du personnel de l'UNICEF	20
J.	Questions diverses	21
K.	Adoption des projets de décision	21
L.	Prix du personnel et déclarations finales du Directeur général et du Président du Conseil d'administration	21
Annexe		
I.	Séance de réflexion spéciale sur le développement durable en Afrique, dans une perspective axée sur l'enfant	23
II.	Décisions adoptées par le Conseil d'administration à sa session annuelle de 2014	25

I. Organisation de la session

A. Déclarations liminaires du Président et du Directeur général (point 1)

1. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants à la session annuelle de 2014, le Président du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a déclaré que l'ONU se trouvait à un tournant historique à l'approche de 2015. Les droits et le bien-être des enfants devant figurer en bonne place dans les nouveaux objectifs de développement durable et le programme de développement pour l'après-2015, l'UNICEF devrait, dans ce nouveau cadre, faire preuve d'innovation et de détermination face aux problèmes d'ordre humanitaire et de développement, exercer une autorité morale fondée sur les principes et l'action pour défendre la cause des enfants, gagner en efficacité et ouvrir la voie au traitement équitable de tous les enfants. Dans ce contexte, le thème choisi pour la séance de réflexion spéciale de cette session, sur le développement durable en Afrique dans une perspective axée sur l'enfant, était tout-à-fait opportun.

2. En faisant le bilan des progrès réalisés, il importait de reconnaître le travail remarquable accompli au cours des 25 dernières années en faveur des enfants africains, et de souligner qu'au cours de la décennie écoulée de nombreux pays africains avaient connu une solide croissance économique et un recul sensible de la pauvreté. Cependant, sans politiques axées sur l'enfance et la famille, la croissance économique ne pourrait à elle seule empêcher des morts inutiles, ni mettre fin aux souffrances et à l'exploitation des enfants. Elle devait aller de pair avec la lutte contre les inégalités et l'iniquité. Les statistiques montraient de fortes disparités dans la situation des enfants africains, tant au sein des pays qu'entre pays et régions. Ces enfants méritaient et avaient besoin que l'on en fasse davantage pour eux, face aux innombrables défis socioéconomiques, politiques, culturels et humanitaires à relever.

3. L'UNICEF devait donc amplifier et intensifier les avancées en faveur des enfants en Afrique, et, pour ce faire, élaborer un plan d'action stratégique clair et global pour les enfants dans le cadre de sa politique générale concernant l'Afrique, appliquer le principe d'équité non seulement au sein des pays mais aussi entre pays et régions, accroître sensiblement la part de ressources au titre du budget ordinaire et d'autres ressources allouée aux programmes de pays en Afrique, collaborer plus étroitement avec les institutions africaines afin que les investissements de l'UNICEF permettent d'améliorer durablement les moyens d'action de ces institutions, et s'engager à éliminer, d'ici à 2013, les principales causes de décès des enfants, à savoir la faim, la malnutrition, le paludisme, le VIH/sida, la diarrhée et la pneumonie.

4. Le Directeur général a rendu hommage à tous les membres du personnel de l'UNICEF, en particulier ceux soumis à d'énormes pressions dans des zones de conflit, de crise et autres situations d'urgence telles que le Soudan du Sud, la République centrafricaine et la République arabe syrienne.

5. À la veille du vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, il importait de reconnaître que la réalisation des droits de l'homme n'était pas automatique. Le défi à relever par les gouvernements – et l'UNICEF – avait toujours été de promouvoir concrètement ces droits dans un

monde en mutation, un monde qui avait tout intérêt à construire un avenir digne de ce nom pour les enfants nés aujourd'hui. Si l'UNICEF ne parvenait pas à obtenir des résultats en leur faveur, le prix à payer serait énorme : possibilités moindres, déséquilibre économique, détérioration de l'état de santé et aggravation de l'instabilité mondiale. Ce coût représenterait la perte du droit de chacun à une chance égale de mener une vie saine et enrichissante, la perte de l'aspiration à une société fondée, nourrie et enrichie par des citoyens compétents et désireux de le faire. La tâche de l'UNICEF était d'anticiper ces tendances, de s'y adapter et d'en tenir compte dans l'action qu'il mène aux côtés des gouvernements nationaux et de ses autres partenaires.

6. Incontestablement, on pouvait transformer et améliorer la vie de millions d'enfants dans le monde. Le programme de développement pour l'après-2015 offrait l'occasion de fixer des priorités claires en matière de santé, de nutrition, d'alimentation en eau, d'assainissement, d'éducation et de protection pour améliorer le sort de tous les enfants. Il ne faudrait plus, comme cela avait été longtemps le cas, que les moyennes statistiques nationales fassent oublier les enfants les plus démunis.

7. L'UNICEF devait également profiter de cette évolution pour gérer le changement dans ses activités. Il avait commencé à le faire dans le cadre du nouveau Plan stratégique pour 2014-2017 et parvenait, grâce à l'évaluation de son efficacité et de son efficience, à éliminer les doubles emplois et à lier autant que possible les ressources aux besoins des enfants. L'UNICEF avait également lancé deux exercices interdépendants, «UNICEF 3.0» et «UNICEF 4.0», afin d'évaluer les tendances et de déterminer les prévisions à moyen et long termes, ainsi que leurs conséquences pour les enfants.

8. Il fallait harmoniser ses programmes avec ceux qui s'inscrivaient dans une optique à plus long terme, et éviter tout cloisonnement en intégrant les mesures prises. Grâce à différentes méthodes de gestion matricielle, l'UNICEF répondrait de manière mieux coordonnée à tous les besoins de l'enfant. Le Directeur général a décrit les grands changements structurels envisagés pour une meilleure intégration des programmes et des partenariats, en précisant qu'ils n'auraient aucune incidence sur les coûts et les effectifs, et que l'Association du personnel participait au processus. Enfin, pour encourager une gestion plus efficace, axée sur les résultats à l'appui des bureaux régionaux et de pays, le secrétariat avait proposé de créer un nouveau poste de directeur général adjoint, ne nécessitant pas de financement supplémentaire, et dont le titulaire aiderait les bureaux régionaux et de pays à mieux hiérarchiser leurs responsabilités de gestion et leurs obligations redditionnelles, et rendre compte des résultats. Le Conseil d'administration a été invité à approuver la création de ce poste.

9. En profitant du changement pour gérer le changement, la priorité allait à l'innovation, quelque 265 projets étant à l'étude dans le monde. Le nouveau centre mondial d'innovation créé à Nairobi avait commencé à mettre en place son conseil consultatif, dont les membres – des spécialistes de l'innovation à l'ONU et dans d'autres institutions – travailleraient avec le Groupe de l'innovation implanté à New York et dans les 13 laboratoires d'innovation dont l'UNICEF dispose dans le monde afin de formuler des projets, comme le « U Report » en Ouganda, qui seraient ensuite développés de manière stratégique. Ces changements et innovations répondaient à la mission fondamentale de l'UNICEF consistant à : promouvoir les

droits de centaines de millions d'enfants qui devraient bénéficier le moins des progrès attendus dans le monde les 25 prochaines années.

10. L'UNICEF pouvait avancer sur cette voie en raison de la confiance que lui témoignaient les gouvernements et les autres donateurs. Leur soutien et leur engagement, lui avait permis l'année dernière de recevoir une aide financière sans précédent. En 2013, pour la première fois, les donateurs du secteur privé avaient fourni davantage de contributions au titre des ressources ordinaires que ceux du secteur public. Mais la difficulté était de savoir comment gérer des opérations de plus en plus complexes sans contributions supplémentaires au titre des ressources de base.

11. À la suite des observations liminaires, S. M. la Reine Sofia d'Espagne a fait une déclaration dans laquelle elle a souligné en particulier l'importance de la Convention relative aux droits de l'enfant.

B. Adoption de l'ordre du jour (point 2)

12. Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour provisoire et le projet de calendrier et d'organisation des travaux (E/ICEF/2014/5).

13. Conformément à la règle 50.2 du Règlement intérieur, le Secrétaire du Conseil d'administration a annoncé que 80 délégations dotées du statut d'observateur, dont une organisation intergouvernementale, huit comités nationaux pour l'UNICEF et onze organisations non gouvernementales avaient présenté leurs pouvoirs.

II. Délibérations du Conseil d'administration

A. Rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF : exécution et résultats obtenus en 2013, notamment rapport sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet (point 3)

14. Le Directeur général a souligné les progrès accomplis et les résultats obtenus par l'UNICEF dans ses cinq domaines stratégiques ainsi que dans ses activités transversales, et mis en avant les améliorations en matière d'efficacité et d'efficience opérationnelles. Le rapport (E/ICEF/2014/6) et le répertoire de données qui l'accompagne ont été présentés par le Directeur de la Division des politiques et de la stratégie à l'issue des observations formulées par le Directeur général adjoint chargé des programmes.

15. De nombreuses délégations ont évoqué l'approche du vingt-cinquième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant et la contribution de l'UNICEF aux progrès accomplis depuis l'adoption de la Convention.

16. Plusieurs intervenants ont rendu hommage aux membres du personnel de l'UNICEF dans le monde entier, en particulier ceux qui avaient été tués ou blessés alors qu'ils s'employaient à protéger les droits des enfants.

17. Les délégations se sont félicitées des résultats et des progrès décrits dans le rapport annuel du Directeur général. L'UNICEF a été félicité pour son rôle et son engagement en faveur du respect du principe de responsabilité, de la bonne gouvernance, de l'efficacité et de la transparence.

18. On a fait observer que les progrès accomplis en matière de survie de l'enfant n'auraient pas été possibles sans la formation de partenariats multipartites et l'adoption d'approches novatrices. L'UNICEF a été encouragé à continuer de collaborer avec des partenaires appartenant ou non au système des Nations Unies pour réaliser les objectifs ambitieux du nouveau plan stratégique, surtout ceux ciblant les enfants et les familles les plus vulnérables et les plus marginalisés. Il a été félicité pour le rôle de premier plan qu'il n'avait cessé de jouer dans la lutte contre le VIH/sida.

19. Le recentrage sur l'innovation avait permis à l'UNICEF de renforcer les résultats en améliorant ses capacités d'adaptation et d'intervention. L'intégration de l'innovation dans les programmes existants permettrait d'éliminer les goulets d'étranglements moyennant des interventions relativement modestes. L'innovation était un moyen efficace pour former des partenariats et créer des synergies en faveur des enfants. On a souligné l'importance des technologies de l'information et de la communication, comme en témoignaient les progrès notables réalisés grâce à l'utilisation d'appareils mobiles et de services informatiques en nuage pour l'exécution et la gestion des programmes.

20. Plusieurs intervenants ont rappelé qu'en dépit des progrès accomplis, il restait des défis à relever et des opportunités à saisir. Ils étaient particulièrement préoccupés par le nombre grandissant d'enfants qui souffraient de privations extrêmes causées par les conflits et autres situations d'urgence humanitaire, ainsi que par le sort des enfants et des familles qui étaient les laissés-pour-compte des progrès réalisés aux niveaux national, régional et mondial vers les objectifs du Millénaire pour le développement. On a souligné l'importance de la stratégie de l'UNICEF en faveur de l'équité et l'intérêt d'utiliser des indicateurs ventilés pour recenser et combler les lacunes et les disparités persistantes entre pays et régions. L'Afrique demandait une attention toute particulière, même si d'autres régions, notamment l'Asie et le Pacifique, accusaient également de fortes disparités au niveau national et entre pays.

21. Plusieurs délégations ont exprimé leur indignation face à l'enlèvement de 223 écolières nigérianes, l'une des violations les plus graves des droits de l'homme. L'UNICEF a été instamment prié de définir un plan d'action stratégique global pour les enfants africains, assorti d'un objectif clair : accélérer les résultats. Un intervenant, qui avait conduit la récente visite des membres du Conseil d'administration au Soudan, a indiqué que l'équipe de l'UNICEF faisait face à de multiples problèmes et obstacles mais que les enfants du Soudan devaient rester au premier plan des préoccupations.

22. L'UNICEF devait continuer d'œuvrer pour la prise en compte des droits des enfants et des adolescents dans le programme de développement pour l'après-2015 car étant particulièrement bien placée à cet égard, en raison de son expérience en matière d'équité, d'innovation, de financement et de partenariats. L'adoption d'un cadre universel relatif au développement durable nécessitait un changement d'orientation au niveau tant stratégique qu'opérationnel.

23. Les délégations se sont félicitées de l'esprit de collaboration dont avait fait preuve l'UNICEF pour la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet et des réformes prévues à l'échelle du système des Nations Unies.

24. Un intervenant a rappelé que la budgétisation axée sur les résultats et l'établissement de rapports fondés sur les résultats étaient essentiels pour assurer la transparence et le respect du principe de responsabilité, et constituaient des mesures approuvées d'efficacité. Les organismes des Nations Unies dont les mandats se chevauchaient ont été encouragés à redoubler d'efforts pour produire des résultats communs et définir des indicateurs harmonisés.

25. Les délégations se sont dites satisfaites du nouveau mode de présentation des programmes de pays et de la procédure simplifiée adoptée pour leur approbation. Elles ont applaudi les efforts faits pour mieux aligner les descriptifs de programme de pays sur le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Dans l'optique de la gouvernance, l'approbation du Conseil d'administration était l'une des premières étapes du processus commun de planification, de programmation, de mise en œuvre, de contrôle et d'évaluation des programmes de pays. Les modifications apportées au processus d'approbation devaient améliorer l'efficacité, l'efficacité et la cohésion du système et renforcer la prise en main des programmes par les pays.

26. Parmi les autres observations faites concernant l'orientation des programmes de pays, il conviendrait de citer la nécessité d'améliorer les capacités des prestataires de services; la nécessité de renforcer les valeurs familiales et sociales traditionnelles ainsi que le rôle de la famille dans l'éducation des enfants; l'importance d'intervenir également dans les pays à revenu intermédiaire; et la nécessité d'insister davantage sur la participation des enfants et des adolescents en particulier. Il importait de renforcer la coopération Sud-Sud et de tirer pleinement parti de son potentiel comme plateforme d'échanges de connaissances, de données d'expérience et d'expertise. Une délégation s'est félicitée de l'aide fournie par l'UNICEF pour l'élaboration d'importants projets de loi concernant l'accès des enfants à la justice.

27. Plusieurs délégations ont dit que l'UNICEF devrait continuer d'investir dans le renforcement des capacités nationales de collecte et d'analyse des données pour aider les autorités nationales à recenser les disparités et à mieux cibler les interventions. On a rendu hommage au travail accompli par l'UNICEF pour améliorer les mesures de la pauvreté des enfants, promouvoir l'enregistrement des naissances et renforcer les bureaux nationaux de statistique. Un intervenant a exprimé son soutien aux travaux du Centre de recherche Innocenti.

28. Plusieurs délégations ont dit que le nouveau plan d'action en matière d'égalité des sexes garantissait à l'UNICEF des résultats solides fondés sur l'efficacité programmatique et institutionnelle, ainsi qu'un budget spécifique pour réaliser ses objectifs en la matière. L'UNICEF devait continuer à investir dans l'égalité des sexes. Plusieurs délégations ont souligné l'importance de l'éducation des filles, en particulier pour les enfants et les jeunes les plus marginalisés et les plus vulnérables, notamment les enfants handicapés. Il conviendrait de publier davantage d'information sur le système éducatif sans exclusive et les progrès réalisés dans ce domaine.

29. Face à l'aggravation de l'insécurité alimentaire, l'UNICEF devrait élargir ses programmes d'alimentation complémentaire pour les jeunes enfants et collaborer avec le programme de distribution de repas scolaires du Programme alimentaire mondial afin d'améliorer la nutrition et de réduire les taux d'abandon scolaire.

30. Les délégations ont salué l'action de l'UNICEF face au nombre grandissant de catastrophes humanitaires en 2014, dont quatre situations d'urgence de niveau 3, et ses efforts visant à promouvoir la collaboration au sein du système des Nations Unies. Compte tenu de cette réalité, l'UNICEF devrait envisager de renforcer ses capacités de préparation afin de pouvoir faire face à plus de deux situations d'urgence de niveau 3 à la fois, comme dans le cas cité. Il faudrait améliorer la manière dont il définit ses objectifs d'action humanitaire, dont il passe du stade de l'action humanitaire à celui de l'aide au développement et dont il gère le risque dans les pays et les situations les plus difficiles. Par ailleurs, l'UNICEF devrait renforcer sa capacité d'adaptation, ce qui améliorerait les capacités nationales et locales d'intervention dans les situations d'urgence. L'UNICEF a été encouragé à poursuivre un dialogue constructif avec les coordonnateurs des opérations humanitaires et les équipes de pays pour l'action humanitaire, afin de stimuler l'évaluation collective des résultats et des besoins.

31. Plusieurs délégations ont évoqué la crise syrienne, qui faisait peser un lourd fardeau sur les pays et les communautés d'accueil des réfugiés et sur les organismes humanitaires internationaux. Comme c'était déjà le cas, 3,5 millions de personnes ne recevaient pas l'aide dont elles avaient désespérément besoin. Il incombait aux États Membres de faire en sorte que les acteurs humanitaires disposent de la marge de manœuvre nécessaire et que l'impératif humanitaire ne soit pas compromis.

32. Un intervenant s'est inquiété de la situation des enfants dans le sud-est de l'Ukraine, en raison de la montée des hostilités dans la région.

33. L'UNICEF a été félicité pour ses initiatives et campagnes novatrices qui reposaient sur les technologies nouvelles et privilégiaient les partenariats, notamment les initiatives « Mettre fin à la violence envers les enfants », « Rendre l'invisible visible » et « Non à une génération perdue ».

34. Les délégations ont félicité l'UNICEF d'avoir réussi à mobiliser des ressources supplémentaires, même si le montant des ressources ordinaires fournies par les États avait été inférieur aux attentes en 2013. Plusieurs intervenants ont appelé les États Membres à accroître leurs contributions au titre des ressources de base et de l'aide humanitaire. En fournissant des informations transparentes et mises à jour régulièrement, le système d'information envisagé permettrait d'avoir une vue d'ensemble des fonds reçus des différents partenaires et autres sources. Pour assurer un financement souple, il était essentiel de définir les modalités de suivi et de notification des résultats, ainsi que les modalités du dialogue à ce sujet. Les intervenants ont souligné la précieuse contribution des comités nationaux, qui avaient mobilisé un montant record de 1,14 milliard de dollars de recettes nettes pour l'UNICEF en 2013.

35. Plusieurs délégations se sont déclarées favorables à l'idée de créer un quatrième poste de directeur général adjoint. L'UNICEF a été prié de tenir le Conseil d'administration au courant de la réorganisation du secrétariat. L'adoption d'une matrice de résultats devrait contribuer à éliminer certains cloisonnements. Plusieurs intervenants se sont dits favorables à la création d'un centre mondial de services partagés et ont recommandé que l'UNICEF étudie les possibilités d'échanges avec d'autres fonds et programmes pour créer des centres de services communs interinstitutions. Ils l'ont également encouragé à porter une plus grande attention à la gestion des ressources humaines afin de disposer d'un personnel solide et efficace.

36. Des intervenants se sont félicités de la qualité des travaux du Bureau de l'audit interne et des investigations et du Bureau de l'évaluation, et de l'attention accordée par la direction aux thèmes, tendances et risques multisectoriels. Globalement, l'UNICEF affichait un niveau grandissant de professionnalisme, d'indépendance et de transparence, et il importait de continuer d'allouer des ressources et des moyens suffisants en vue du contrôle interne et de la gestion financière. L'UNICEF a été encouragé à continuer de prévoir systématiquement des audits et des évaluations fondés sur le risque du fait qu'il intervenait de plus en plus dans des contextes opérationnels complexes.

37. L'UNICEF a été instamment prié de poursuivre le débat sur une approche commune de l'évaluation, de la gestion et de la surveillance des risques pour tous les fonds et programmes ainsi que pour les donateurs. Compte tenu du recentrage sur les États fragiles ou touchés par un conflit, les fonds et programmes et les donateurs devaient être en mesure de communiquer ouvertement au sujet des problèmes opérationnels qui se posaient dans de telles situations.

38. Plusieurs intervenants ont noté l'amélioration régulière de la qualité des évaluations effectuées par l'UNICEF. Ils ont recommandé d'accroître la proportion de bureaux de pays dotés de moyens d'évaluation, de mieux évaluer les interventions humanitaires et de donner plus rapidement suite aux recommandations issues des évaluations.

39. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2014/5 (voir annexe).

Rapport de l'UNICEF sur les recommandations du Corps commun d'inspection (point 3)

40. Le Conseil d'administration a pris note du rapport.

B. Matrice finale des résultats du plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017 (point 4)

41. Le cadre de résultats (E/ICEF/2014/8) a été présenté par le Directeur général adjoint chargé des programmes et le Directeur de la Division des politiques et de la stratégie.

42. Une délégation a jugé le cadre conforme aux conclusions de l'examen quadriennal complet et fondé sur des indicateurs concrets qui tenaient compte des droits et intérêts particuliers des enfants les plus vulnérables. La mise en œuvre du cadre permettrait aux bureaux de l'UNICEF d'aider les pays à atteindre leurs objectifs nationaux de développement.

43. D'autres délégations se sont réjouies de la réflexion stratégique et de l'esprit de concertation qui avaient présidé à l'élaboration du cadre, et de l'importance attachée à l'utilisation de données ventilées par sexe et autres caractéristiques, chaque fois que possible. Une délégation s'est dite satisfaite du cadre de résultats et de la théorie du changement sur laquelle il reposait, qui devrait permettre de produire des résultats solides et des effets durables. Une autre a noté que les résultats devaient être présentés suivant la même approche que le plan stratégique, c'est-à-dire en privilégiant les droits fondamentaux, notamment les droits des femmes et des personnes handicapées.

44. Des délégations ont recommandé d'adopter une nouvelle présentation des rapports, en y incluant les résultats et les progrès accomplis par rapport au plan stratégique et aux objectifs visés. Il importait de poursuivre le dialogue avec l'UNICEF sur les moyens d'affiner encore le cadre, par exemple en tenant compte des priorités de développement pour l'après-2015. Il faudrait donner suite à l'idée de baser les cadres de résultats des programmes de pays sur le cadre global de résultats. L'UNICEF a été encouragé à s'efforcer de publier des évaluations annuelles de l'efficacité basées sur le cadre de résultats, qui indiqueraient les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme de développement et les résultats obtenus au cours des douze mois précédents. Une autre délégation a jugé que les critères d'évaluation des programmes de pays devaient être compatibles avec les indicateurs arrêtés au niveau international et qu'ils ne semblaient pas porter un jugement de valeur sur les capacités de tel ou tel État Membre. Il importait de choisir la source des données utilisées pour le cadre de résultats en consultation avec les gouvernements concernés.

45. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2014/6 (voir annexe).

C. Égalité des sexes et autonomisation des femmes

46. Le rapport sur les progrès réalisés par l'UNICEF dans son action en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (E/ICEF/2014/10) et son plan d'action pour l'égalité des sexes (E/ICEF/2014/CRP.12) ont été présentés par le Directeur général adjoint chargé des programmes et le Conseiller principal pour l'égalité des sexes et les droits de la personne.

a) Rapport sur les progrès réalisés par l'UNICEF dans son action en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes

47. Les délégations ont félicité l'UNICEF d'avoir produit un rapport d'activité complet sur la problématique hommes-femmes et ont pris note de ses conclusions positives, notamment le fait que de plus en plus de programmes de pays tenaient compte de cette problématique. Un intervenant a relevé que l'UNICEF avait nommé un conseiller pour l'égalité des sexes dans chaque bureau régional et avait encouragé les bureaux nationaux à prendre davantage en compte l'objectif de parité hommes-femmes dans les programmes de coopération avec les pays. L'UNICEF devrait s'employer à sensibiliser davantage l'ensemble du personnel à l'impératif d'égalité entre les sexes et intégrer pleinement la dimension hommes-femmes dans la planification, le suivi et l'évaluation des projets.

48. Préoccupées par la réduction des crédits alloués aux programmes liés à la parité en Asie du Sud, en Asie de l'Est et dans le Pacifique, deux délégations ont demandé comment le plan d'action pour l'égalité des sexes serait mis en œuvre dans ces régions.

49. Les délégations ont estimé que le rapport rendait compte de façon claire et précise des progrès accomplis et des lacunes à combler dans la mise en œuvre du plan d'action stratégique prioritaire pour l'égalité des sexes 2010-2013.

b) Plan d'action de l'UNICEF pour l'égalité des sexes (2014-2017)

50. Les délégations se sont dites satisfaites de l'esprit de collaboration qui avait présidé à l'élaboration du plan d'action pour l'égalité des sexes. Pour parvenir à réduire les inégalités entre les sexes et promouvoir l'autonomisation des filles et des femmes, tous les organismes des Nations Unies devaient s'employer à appliquer le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur l'égalité des sexes. À cet égard, la collaboration au niveau local était essentielle pour tirer parti des avantages concurrentiels des organisations partenaires. L'UNICEF devrait, en plus d'y participer, continuer de mener, au sein et en dehors du système des Nations Unies, des initiatives conjointes encourageant la cohérence et les partenariats multipartites. Dans la mise en œuvre du Plan d'action, l'UNICEF devrait maintenir un dialogue fructueux et une concertation étroite avec les autorités nationales, en tenant compte de la situation et des besoins de chaque pays.

51. Un groupe de délégations a félicité l'UNICEF d'avoir défini des priorités visant spécifiquement l'égalité des sexes et trouvé le moyen d'intégrer cette question dans tous les domaines d'intervention du plan stratégique. L'UNICEF a été encouragé à s'assurer, avec le soutien du Groupe de la problématique hommes-femmes, au lieu de créer des équipes travaillant en parallèle, que les domaines d'intervention prioritaires du plan d'action sont bien intégrés dans les activités des équipes de programmation existantes.

52. Les délégations se sont dites favorables à la sélection de domaines d'intervention axés sur l'égalité des sexes, notamment le mariage d'enfants, la santé des adolescentes, l'enseignement secondaire et la violence sexiste dans les situations d'urgence. Elles ont encouragé l'UNICEF à déterminer plus concrètement des stratégies et des activités à l'appui de ces travaux.

53. De l'avis de certaines délégations, l'UNICEF devrait continuer d'intégrer la question de la violence sexiste dans tous ses domaines d'activité, d'associer les hommes et les garçons aux efforts faits pour lutter contre cette forme de violence et réaliser l'égalité des sexes, et de s'appuyer sur les structures sociales de base pour lutter contre la violence sexiste et la discrimination à l'égard des filles et des femmes.

54. Une délégation a déclaré que, dans le domaine de l'éducation, il importait de mener des programmes dans les écoles afin que les enfants et les femmes, en particulier les jeunes et les adolescents, puissent exercer leurs droits. Les mesures proposées concernant la lutte contre le VIH/sida, les mutilations et ablations génitales féminines, et la vaccination contre le virus du papillome humain répondaient aux besoins et aux problèmes de santé publique touchant les enfants et les adolescents. Les jeunes devaient être en mesure d'exercer leurs droits en matière de sexualité et de procréation afin de pouvoir prendre leurs propres décisions, en toute responsabilité, pour tout ce qui concernait leur propre corps, leur fécondité et les maladies sexuellement transmissibles. La prévention des grossesses chez les adolescentes était une priorité et il fallait notamment continuer d'affiner les indicateurs.

55. Un groupe de délégations a déclaré qu'aucun cadre de résultats n'ayant été établi pour l'examen final du plan d'action stratégique prioritaire pour l'égalité des sexes, il était quasiment impossible de déterminer l'impact du plan. Il était donc essentiel que le plan d'action pour l'égalité des sexes repose sur un solide cadre de

suivi, d'évaluation et de présentation des résultats, assorti d'objectifs ambitieux mais réalistes, d'indicateurs mesurables et de bases de référence factuelles. Les intervenants ont salué les efforts faits par l'UNICEF pour promouvoir l'utilisation de données ventilées, s'agissant notamment d'indicateurs tenant compte de la problématique hommes-femmes, et pour renforcer les moyens dans ce domaine. Les résultats de l'UNICEF devraient être ventilés par région, par sexe et par âge afin de permettre une meilleure évaluation de l'impact, des besoins et des vulnérabilités.

56. Plusieurs délégations ont demandé des précisions sur les crédits alloués au plan d'action et ont encouragé l'UNICEF à s'assurer un financement prévisible et un appui technique interne durable pour l'égalité des sexes. Un groupe de délégations a accueilli avec satisfaction l'ouverture prévue d'un crédit supplémentaire de 12 millions de dollars de ressources de base (pour atteindre un montant total de 19 millions de dollars) pour la mise en œuvre du plan d'action et ont demandé des précisions sur la manière dont ces fonds seraient utilisés. Il était difficile de savoir si les activités financées par le Fonds d'affectation spéciale thématique pour l'égalité des sexes seraient programmées séparément ou dans le cadre des travaux des équipes de programmation existantes.

57. Un groupe de délégations a soutenu qu'il fallait allouer des ressources suffisantes à la promotion de l'égalité des sexes, notant qu'il n'y avait pas de crédits prévus à cette fin au budget intégré de l'UNICEF présenté au Conseil d'administration en septembre 2013. Ces délégations ont salué les efforts déployés pour combler cette lacune en se fixant pour objectif de consacrer, d'ici à 2017, 15 % du montant total des dépenses à l'égalité des sexes en investissant 19 millions de dollars de ressources de base, en accroissant les contributions au Fonds d'affectation spéciale thématique pour l'égalité des sexes et en utilisant des fonds sectoriels et thématiques pour intégrer pleinement la problématique hommes-femmes. Cet objectif ne devrait cependant pas détourner l'attention de la nécessité de répartir équitablement toutes les ressources entre hommes et femmes. Les délégations se sont dites préoccupées par le fait que le plan d'action était financé en grande partie par d'autres ressources.

D. Propositions de coopération au titre des programmes de l'UNICEF (point 6)

a) Projets de descriptif de programme de pays

58. Le Président a annoncé que le Conseil d'administration examinerait huit projets de descriptif de programme de pays et un descriptif de programme de région. Un document explicitant les raisons de la prorogation de programmes de pays en cours a également été présenté au Conseil d'administration.

59. Conformément à la décision 2008/17, le Conseil d'administration a été informé des raisons pour lesquelles la présentation de cinq projets de descriptif de programme de pays (Bosnie-Herzégovine, Équateur, Guatemala, Iraq et Paraguay) avait été reportée à la deuxième session ordinaire de 2014 (E/ICEF/2014/CRP.11). La présentation du projet de descriptif de programme pour le Mali avait été reportée à la première session ordinaire de 2015.

60. Le Directeur de la Division des programmes a présenté les programmes de pays proposés ainsi que les prorogations des programmes de pays en cours.

61. Une intervenante a déclaré que sa délégation saluait les efforts déployés par l'UNICEF dans le domaine de la santé du nourrisson, de l'enfant, de l'adolescent et de la mère, et qu'elle souhaiterait avoir plus de détails sur les mesures prises pour permettre au Conseil d'administration d'évaluer leurs chances de succès. Il importait de définir des critères d'évaluation et de les suivre régulièrement afin de pouvoir modifier les programmes de pays de façon à atteindre les objectifs convenus en matière de santé et de bien-être de la mère et de l'enfant.

Asie de l'Est et Pacifique

62. Le Directeur régional a présenté le descriptif de programme de pays pour le Timor-Leste (E/ICEF/2014/P/L.3).

63. Le représentant du Timor-Leste a salué le travail accompli et confirmé que le descriptif de programme de pays était conforme au plan stratégique de développement national timorais. Son gouvernement appuyait les quatre stratégies complémentaires définies dans le programme de pays et tenait à souligner qu'il avait encore besoin de l'aide technique et financière de l'UNICEF pour renforcer ses capacités et améliorer la prestation des services.

Afrique orientale et australe

64. Le Directeur régional a présenté les descriptifs de programme de pays pour l'Angola, les Comores et le Kenya (E/ICEF/2014/P/L.4-E/ICEF/2014/P/L.6). Le descriptif du programme de pays pour le Kenya a été présenté, à titre exceptionnel, pour examen et approbation à la session annuelle.

65. Le représentant de l'Angola a indiqué que le descriptif de programme de pays était conforme aux priorités nationales de développement. Son gouvernement était déterminé à atteindre les objectifs du programme de pays, s'agissant notamment de réduire la mortalité maternelle et postnatale, de promouvoir l'enregistrement des naissances et renforcer le système de statistiques de l'état civil, et de développer un programme d'assistance sociale de grande envergure en faveur des familles vulnérables.

66. La représentante du Kenya a remercié l'UNICEF de sa collaboration étroite avec son pays depuis son accession à l'indépendance. Elle a noté que le descriptif de programme de pays s'articulait autour du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et qu'il était pleinement conforme aux priorités nationales. Il s'agissait d'un plan ambitieux, mais l'UNICEF était à la hauteur de la tâche. Le principe d'efficacité devait guider la mise en œuvre du programme et l'équipe de pays de l'UNICEF devait renforcer ses outils de gestion des résultats et démontrer la rentabilité de l'investissement.

67. Une délégation a salué les résultats encourageants obtenus au Kenya en dépit des difficultés rencontrées, l'UNICEF étant l'un des organismes des Nations Unies les plus efficaces pour ce qui était de produire des résultats et d'en rendre compte. La délégation souhaitait en savoir davantage sur la manière dont le bureau de pays comptait améliorer la gestion axée sur les résultats et mieux appliquer la politique harmonisée concernant les transferts de fonds, s'agissant notamment du contrôle des partenaires de réalisation.

Amérique latine et Caraïbes

68. Le Directeur régional a présenté le descriptif de programme de pays pour la République bolivarienne du Venezuela (E/ICEF/2014/P/L.2).

69. Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a déclaré que le programme de pays permettrait à son gouvernement de poursuivre sa collaboration avec l'UNICEF afin d'assurer la protection intégrale des enfants. Le programme aiderait à définir et à mettre en œuvre des politiques de santé et de protection des enfants et des jeunes, tout en privilégiant l'éducation.

70. Une délégation a exprimé son soutien en faveur du programme de pays, jugé conforme au programme d'aide bilatérale que son gouvernement accordait au Venezuela.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

71. Le Directeur régional a présenté le descriptif de programme de pays pour la Tunisie (E/ICEF/2014/P/L.8) et le descriptif de programme de région pour les enfants et femmes palestiniens en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et dans l'État de Palestine (E/ICEF/2014/P/L.7).

72. La représentante de la Tunisie s'est dite satisfaite des préparatifs du descriptif de programme de pays. Elle a souligné les progrès accomplis en faveur des enfants en Tunisie, notant que l'inclusion, dans la nouvelle Constitution, d'une clause relative aux droits des enfants témoignait de l'importance accordée à la cause des enfants dans tous les plans et activités de développement du pays.

73. Le représentant du Liban a fait savoir que l'afflux croissant de réfugiés posait des problèmes humanitaires dépassant les capacités d'accueil du pays. Le Liban se félicitait du partenariat établi avec l'UNICEF pour reconstruire ses institutions et instaurer un climat de paix et de sécurité qui permette à chacun d'exercer ses droits fondamentaux.

74. Le représentant de la République arabe syrienne a dit que, durant la crise actuelle, son gouvernement avait coopéré avec l'UNICEF, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et d'autres organismes humanitaires pour venir en aide aux enfants palestiniens et syriens. Son gouvernement réaffirmait son intention de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire à tous les civils touchés par la crise en République arabe syrienne.

75. La représentante de l'État de Palestine a remercié l'UNICEF de l'aide qu'il apportait aux enfants et femmes palestiniens. Elle a demandé qu'une plus grande attention soit portée à la situation des réfugiés palestiniens dans les pays voisins. La réalisation des objectifs définis dans le descriptif de programme de région atténuerait les souffrances des enfants et des femmes palestiniens.

76. Se référant au mémorandum d'accord entre l'UNICEF et l'UNRWA mentionné au paragraphe 23 du descriptif de programme de région, une délégation a déclaré qu'il importait de vérifier si l'UNICEF exécutait son programme efficacement, comment il collaborait avec l'UNRWA pour la mise en œuvre de chaque projet et dans quelle mesure cette collaboration créait des effets de synergie.

Asie du Sud

77. Le Directeur régional a présenté le descriptif de programme de pays pour l'Afghanistan (E/ICEF/2014/P/L.9).

78. Le représentant de l'Afghanistan a rendu hommage aux deux membres du personnel de l'UNICEF qui avaient été tués dans l'explosion survenue récemment à Kaboul. Son gouvernement appréciait à sa juste valeur l'appui apporté par l'UNICEF aux efforts de développement de son pays alors qu'il entamait sa décennie de transformation. Son gouvernement se félicitait du nouveau programme de pays, saluant en particulier son objectif global de lutter contre les inégalités dans les régions les plus démunies de l'Afghanistan. Le représentant a souligné qu'il importait de renforcer les volets nutrition et protection dans le prochain programme.

79. Un groupe de délégations s'est félicité de l'alignement du descriptif de programme de pays sur la stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et des liens clairement établis entre action humanitaire et développement à long terme, notamment en matière de résilience. Ces délégations ont engagé l'UNICEF à accorder une plus grande attention à la protection des enfants. Elles ont demandé, puisque l'UNICEF comptait sur ses partenaires locaux pour la mise en œuvre des programmes, des précisions sur l'atténuation des risques et l'application de la politique harmonisée concernant les transferts de fonds.

Afrique de l'Ouest et du Centre

80. Le Directeur régional a présenté le descriptif de programme de pays pour la Sierra Leone (E/ICEF/2014/P/L.10).

81. La représentante de la Sierra Leone a dit que le programme de pays proposé, qui visait à améliorer la vie des enfants et à protéger leurs droits, était aligné sur le Programme pour la prospérité et le PNUAD. Tout en soulignant les progrès accomplis en faveur des enfants et des femmes grâce à la réduction de la mortalité maternelle et à l'accroissement du taux de scolarisation primaire, elle a noté qu'il restait de nombreux défis à relever, notamment dans les domaines du renforcement des capacités, de l'amélioration de la résilience, de la mise en place d'un environnement protecteur pour les enfants et du renforcement de la protection sociale.

82. Une délégation a noté que le programme de pays avait été élaboré suivant un processus participatif. Elle a recommandé que l'UNICEF donne suite aux recommandations formulées dans d'autres documents, concernant notamment l'évaluation de la prise en charge par la collectivité de la malnutrition aiguë et les conclusions des rapports d'audit interne, et qu'il intègre la gestion des risques dans la planification et la mise en œuvre.

83. Saluant les efforts consacrés par l'UNICEF à l'élaboration du document de programme de pays, une autre délégation a fait observer que davantage de ressources étaient allouées à la santé et à la nutrition qu'à la protection et a demandé des précisions sur la répartition des ressources présentée dans le document.

b) Prorogation des programmes de pays en cours

84. Le Directeur de la Division des programmes a présenté le document portant la cote E/ICEF/2014/P/L.11.

85. Le Conseil d'administration a adopté les décisions 2014/7, 2014/9 et 2014/14 (voir annexe).

E. Évaluation (point 7)

Rapport annuel sur la fonction d'évaluation et les principales évaluations de l'UNICEF et vues de l'administration

86. Le Directeur du Bureau de l'évaluation a présenté le rapport portant la cote E/ICEF/2014/12. Le Directeur général adjoint chargé de la gestion a présenté la réponse de l'administration (E/ICEF/2014/CRP.13).

87. Quatre délégations ont salué l'exhaustivité du rapport sur la fonction d'évaluation, notamment la description des nombreuses activités menées sur ce plan aux différents échelons de l'UNICEF. Elles ont réaffirmé leur soutien aux mesures prises pour faciliter l'apprentissage entre régions. Il était important de prévoir des effectifs suffisants pour assurer la qualité des évaluations et de la gestion, et pour préserver l'indépendance du Bureau de l'évaluation.

88. Comme l'UNICEF l'avait signalé lors des consultations officieuses tenues avant la session, il faudrait poursuivre le travail pour intégrer systématiquement l'égalité des sexes et les approches fondées sur les droits de l'homme dans les évaluations. Les délégations ont noté avec satisfaction que les critères d'évaluation établis par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques avaient été pris en compte dans la politique d'évaluation révisée. Les rapports d'évaluation présentés au Conseil d'administration cette année étaient de bonne qualité mais gagneraient à indiquer plus clairement si les objectifs des programmes avaient été atteints ou non.

89. La participation de l'UNICEF aux activités d'évaluation interorganisations et à l'échelle du système a été saluée. Les délégations ont encouragé l'UNICEF à renforcer la collaboration et la coordination avec les autres organismes des Nations Unies. Par souci de transparence, elles ont encouragé l'UNICEF et les autres organismes participants à présenter à leurs conseils d'administration respectifs les mesures prises par leur administration pour donner suite aux évaluations conjointes. Elles se sont félicitées de la qualité du travail accompli par Evalpartners, qui était désormais administré par ONU-Femmes. Elles ont également salué les mesures prises par l'UNICEF pour améliorer l'évaluation de l'action humanitaire, ainsi que le recentrage sur la protection des enfants.

90. Une délégation a estimé que, pour être vraiment utiles, les évaluations devaient être effectuées en temps voulu. Il fallait aussi prévoir suffisamment de temps pour le suivi et maintenir une bonne communication avec les responsables des programmes évalués. Il était préférable de recruter des évaluateurs nationaux connaissant bien les programmes de pays plutôt que des évaluateurs étrangers qui ne comprenaient pas toujours les facteurs en jeu. Il était également important de renforcer les capacités nationales. Il a été demandé à l'UNICEF de préciser la méthode utilisée pour choisir les programmes à évaluer.

Rapport de synthèse sur l'évaluation des opérations et suite donnée par l'administration

91. Le Directeur du Bureau de l'évaluation a présenté le rapport de synthèse sur l'évaluation de la prise en charge par la collectivité de la malnutrition aiguë et le Directeur des programmes a présenté la réponse de l'administration.

92. Cinq délégations ont appuyé la recommandation générale tendant à ce que l'UNICEF continue de promouvoir la prise en charge par la collectivité de la malnutrition aiguë comme moyen de lutte viable contre la malnutrition aiguë sévère. Elles penchaient en faveur d'une approche globale associant prévention et traitement. La prévention serait favorisée en renforçant les mécanismes de communication avec les populations locales et la gestion de la malnutrition aiguë. Les délégations ont jugé encourageant le degré auquel la prise en charge par la collectivité de la malnutrition aiguë avait été incorporée dans les systèmes de santé nationaux. Pour assurer la viabilité, la rentabilité et l'efficacité de cette approche, il était également important de promouvoir les financements nationaux et l'utilisation appropriée d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi par les aidants familiaux et les dispensaires.

93. En 2013, une étude financée par deux délégations avait conclu que les organismes donateurs pourraient faire des contributions qui permettent d'apporter un soutien à long terme à la prise en charge par la collectivité de la malnutrition aiguë, en dehors des moyens d'intervention en cas de crise, dans la logique d'une meilleure intégration des programmes d'aide humanitaire et de développement. Sachant que la coordination entre les parties prenantes était indispensable pour intensifier les interventions nutritionnelles, les délégations ont salué les mesures prévues dans la réponse de l'administration concernant la réduction du coût des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi et la promotion d'une stratégie commune de lutte contre la malnutrition aiguë entre l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la Santé, les partenaires de réalisation et les ministères de la santé.

94. Un autre intervenant a engagé l'UNICEF à réfléchir aux moyens de communiquer les conclusions du rapport de synthèse afin d'y donner suite et d'approfondir le débat à la conférence internationale sur la nutrition qui devait avoir lieu en novembre 2014.

95. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2014/10 (voir annexe).

F. Audit interne et investigations (point 8)

96. Le Rapport annuel 2013 du Bureau de l'audit interne et des investigations au Conseil d'administration (E/ICEF/2014/AB/L.2) a été présenté par le Directeur du Bureau. La réponse de l'administration au rapport (E/ICEF/2014/AB/L.3) a été apportée par le Directeur général adjoint chargé de la gestion. Le rapport annuel du Comité consultatif pour les questions d'audit avait été affiché sur le site Web du Conseil d'administration.

97. Les délégations ont indiqué que les travaux du Bureau de l'audit interne et des investigations étaient essentiels pour garantir la qualité des ressources et des programmes de l'UNICEF et ont noté avec satisfaction l'augmentation du nombre d'audits internes et d'investigations. Elles ont félicité l'administration de l'UNICEF

d'avoir donné davantage suite aux recommandations que les années précédentes. Les appréciations générales formulées par l'UNICEF dans les rapports d'audit donnaient une meilleure idée des résultats des audits. C'est pourquoi les délégations l'ont encouragé à participer à des audits conjoints et des audits interinstitutions, le cas échéant, et l'ont félicité de continuer à appliquer la politique de divulgation des rapports d'audit interne. La communication de plus amples renseignements sur les investigations menées à bien permettrait d'améliorer encore la transparence.

98. On a fait observer que les audits n'étaient pas toujours positifs et mettaient en lumière des lacunes à combler. Bon nombre de bureaux de pays, notamment en Afrique, avaient fait l'objet d'une opinion avec réserve. La réponse de l'administration avait convaincu les délégations que l'UNICEF prenait les mesures nécessaires pour donner suite aux recommandations formulées. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds était une priorité.

99. Les délégations ont affirmé leur soutien aux mesures prises par le Bureau de l'audit interne et des investigations pour renforcer ses moyens d'enquête, notamment sur les allégations concernant des tierces parties travaillant avec l'UNICEF. Cependant, l'UNICEF ayant dans ce domaine des capacités moins importantes que le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les délégations ont demandé des informations sur l'effectif supplémentaire et les dépenses prévus pour renforcer la capacité d'investigation du Bureau, qui devait disposer des ressources voulues pour s'acquitter de son mandat. L'UNICEF devrait aborder la question dans le cadre de l'examen à mi-parcours du budget intégré.

100. Un groupe de délégations a indiqué que le rapport d'audit interne tirait les mêmes conclusions que celui du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU, qui avait été examiné à la première session ordinaire de 2014, s'agissant des risques élevés concernant la gouvernance, le contrôle interne et la gestion axée sur les résultats, ainsi que les mesures prises pour régler les problèmes liés aux partenaires de réalisation. À cet égard, les délégations attendaient beaucoup de la création du nouveau poste de directeur général adjoint.

101. Les délégations ont félicité l'UNICEF pour sa nouvelle politique d'interdiction et de répression de la fraude et de la corruption, et pour l'avoir rendue publique. Elles l'ont encouragé à présenter davantage d'informations sur les mesures de lutte contre la corruption, les évaluations des risques et la gestion des risques dans les futurs rapports du Bureau de l'audit interne et des investigations, et à collaborer avec les autres fonds et programmes pour s'attaquer à ces problèmes. Elles ont instamment prié l'UNICEF de continuer à enquêter systématiquement sur tous les cas de détournement de fonds.

102. Les délégations ont appuyé les recommandations du Comité consultatif pour les questions d'audit tendant à revoir le cadre de responsabilisation adopté en 2009. Elles attendaient avec intérêt la poursuite de l'application des principales recommandations de l'audit, s'agissant notamment de la nouvelle politique de rotation des effectifs et de la stratégie d'amélioration de l'information des donateurs au niveau mondial.

103. Le Directeur général de l'UNICEF a dit que l'organisation avait pris des mesures pour préciser la répartition des attributions entre le siège, les bureaux régionaux et les bureaux de pays. La création du nouveau poste de directeur général

adjoint permettrait de renforcer cette chaîne de responsabilité hiérarchique. En outre, l'UNICEF fournirait des ressources supplémentaires au Bureau de l'audit interne et des investigations et tiendrait compte de la nécessité de mobiliser des ressources lors de l'examen à mi-parcours du budget intégré.

104. Le Directeur du Bureau de l'audit interne et des investigations a souligné que l'UNICEF s'était employé dans toute la mesure possible à fournir des conseils bureau par bureau, fonction par fonction, pour améliorer les opérations. L'UNICEF continuerait d'appliquer avec prudence la politique harmonisée concernant les transferts de fonds pour que les ressources soient utilisées de manière à servir au mieux les intérêts des enfants.

105. S'agissant de la politique harmonisée concernant les transferts de fonds, le Directeur général adjoint a expliqué que l'UNICEF allait renforcer sa capacité de supervision dans toutes les régions. À propos du renforcement des capacités du Bureau de l'audit interne et des investigations, il a indiqué que la réduction naturelle des effectifs d'autres services permettrait d'allouer au Bureau 350 000 dollars par an. L'UNICEF continuerait de poursuivre les cas de détournement de fonds par tous les moyens, y compris juridiques, et renforcerait la gestion des risques, notamment grâce à la création du nouveau poste de directeur général adjoint.

106. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2014/11 (voir annexe).

G. Rapport du Bureau de la déontologie (point 9)

107. Le rapport (E/ICEF/2014/11) a été présenté par le Conseiller principal pour les questions de déontologie.

108. Un groupe de délégations a loué l'action énergique menée par le Directeur général et le Bureau de la déontologie pour promouvoir une culture de comportement éthique, d'intégrité et de responsabilité à l'UNICEF. Elles se sont félicitées des mesures prises par le Bureau pour apporter davantage un appui systémique au personnel afin de reconnaître et résoudre les conflits d'intérêts, et ont salué les efforts faits pour améliorer et élargir le programme de formation sur les questions déontologie. Ces innovations ayant accru la demande de conseils et de formation, l'UNICEF devrait continuer d'améliorer son programme de formation pour répondre à l'évolution des besoins des bureaux de pays, notamment ceux faisant face à des situations humanitaires fort complexes. L'UNICEF devrait également procéder à des évaluations régulières de l'efficacité des programmes de formation.

109. Les efforts déployés par le Bureau pour instaurer à l'UNICEF une culture dans laquelle il est possible de s'exprimer sans craindre des représailles ont été loués, de même que l'inclusion d'un indicateur de gestion sur la question dans le plan stratégique. Certains membres du personnel avaient fait part des craintes ou des sentiments de frustration qu'ils ressentaient à la pensée de faire connaître leurs doléances, ce qui montrait combien il importait d'appliquer une politique efficace de protection contre d'éventuelles représailles pour promouvoir le respect des principes de responsabilisation et de transparence. Il était essentiel de dispenser une formation sur la protection des dénonciateurs d'irrégularités, et le cours élémentaire en ligne de sensibilisation à la déontologie devrait être obligatoire pour l'ensemble du personnel, et pas seulement pour les fonctionnaires de niveau P-5 et supérieur.

110. S'agissant de l'harmonisation, les délégations ont demandé des informations sur les mécanismes de coordination entre les bureaux de la déontologie des différents organismes des Nations Unies et leurs relations avec le Bureau de la déontologie du Secrétariat de l'ONU, notamment pour la définition des normes et des fonctions de supervision. Elles ont également demandé des précisions sur la manière dont le Bureau de la déontologie de l'UNICEF mesurait sa propre efficacité et les progrès accomplis par rapport aux résultats attendus.

111. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2014/12 (voir annexe).

H. Création d'un quatrième poste de sous-secrétaire général/directeur général adjoint de l'UNICEF dans le cadre des initiatives de l'institution visant à améliorer la gestion axée sur les résultats (point 10)

112. La proposition (E/ICEF/2014/AB/L.4) a été présentée par le Chef de Cabinet.

113. Un groupe de délégations a salué la proposition et reconnu ses avantages potentiels. Elles ont demandé un complément d'information, et éventuellement des consultations, sur les changements structurels qu'entraînerait la création du nouveau poste. À leur avis, la réorganisation du siège devrait rendre l'UNICEF plus efficace et moins hiérarchisée, y renforcer l'assurance de la qualité des résultats et assurer une gestion mieux coordonnée. Elles comptaient que le quatrième sous-secrétaire général veillerait à superviser l'application d'importantes recommandations d'audit et d'évaluation, à renforcer la gouvernance et les contrôles internes, et à entretenir de bonnes relations avec les partenaires de réalisation. Elles ont demandé que le secrétariat informe le Conseil d'administration avant la session annuelle de 2015 des changements structurels et de gouvernance survenus au sein de l'UNICEF et notamment de préciser les voies hiérarchiques, les responsabilités, y compris nouvelles, et autres initiatives en matière d'efficacité, présentées dans la proposition.

114. Une autre délégation a indiqué que le Département des opérations de maintien de la paix avait créé un poste analogue pour les services extérieurs et que cela avait permis des gains d'efficacité.

115. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2014/13 (voir annexe).

I. Déclaration du Président de l'Association mondiale du personnel de l'UNICEF (point 11)

116. Le Président a déclaré que les résultats présentés dans le rapport annuel du Directeur étaient le fruit des efforts assidus et des sacrifices consentis par tous les membres du personnel, souvent dans des conditions extrêmement difficiles. Les relations entre le personnel et la direction étaient bonnes dans l'ensemble et le Directeur général s'efforçait de régler les problèmes de personnel qui étaient portés à son attention. Plusieurs questions préoccupaient cependant le personnel, notamment la réorganisation en cours. On pourrait en faire plus sur la question de la perte d'emplois.

117. Mais l'aspect le plus préoccupant était celui de la sécurité du personnel, tout particulièrement sur le terrain et dans les lieux d'affectation dangereux et difficiles. Il était grand temps de procéder à un examen approfondi des conditions de travail et d'emploi des fonctionnaires travaillant dans des lieux d'affectation dangereux, y compris dans des zones de combat. Les points particulièrement préoccupants à examiner étaient l'octroi d'une indemnité au titre des services de sécurité au personnel recruté sur le plan local dans des endroits dangereux; les congés de détente avec prise en charge des frais de voyage pour le personnel recruté sur le plan international; et l'harmonisation de la prime de danger.

118. Dans l'ensemble, la peur de perdre son emploi sapait le moral du personnel, qui se ressentait également du manque de diversité des possibilités d'emploi, notamment pour les femmes et les ressortissants des pays de programmes. Un moyen d'apaiser ces craintes serait d'améliorer les possibilités de perfectionnement professionnel, de promotion et de mobilité des agents recrutés localement.

J. Questions diverses (point 12)

Ordre du jour provisoire

119. Le Secrétaire du Conseil d'administration a présenté l'ordre du jour provisoire de la seconde session ordinaire de 2014 du Conseil, qui devrait se tenir du 9 au 12 septembre.

K. Adoption des projets de décision (point 13)

120. Le Conseil d'administration a adopté les décisions 2014/5 à 2014/14 (voir annexe).

L. Prix du personnel et déclarations finales du Directeur général et du Président du Conseil d'administration (point 14)

121. Le Directeur général a annoncé les lauréats du Prix du personnel 2014 : a) les 23 collègues du bureau de zone de Kadougli au Soudan, pour leurs activités dans le cadre de l'initiative « Continuité des opérations en faveur des enfants »; b) la Division de la communication et la Section de la protection de l'enfance de la Division des programmes, pour leur collaboration inédite dans le cadre de la campagne « Mettre un terme à la violence à l'égard des enfants »; c) les membres du personnel du bureau de l'UNICEF en République arabe syrienne, où ils devaient faire face à une terrible crise humanitaire qui durait depuis quatre ans.

122. Dans ses observations finales, le Directeur général a déclaré que le personnel avait été au cœur de tous les débats du Conseil durant cette session. Il a rendu hommage à plusieurs membres du personnel qui étaient sur le point de prendre leur retraite ou de changer d'affectation. Pendant la séance de réflexion spéciale sur les enfants en Afrique, on lui avait rappelé que plus de 5 000 fonctionnaires de l'UNICEF travaillaient en Afrique, pour la plupart des personnes recrutées sur le plan national. Il a partagé l'avis du Président de l'Association mondiale du personnel que l'UNICEF devrait assurer une plus grande équité interne en

établissant un meilleur équilibre entre les sexes et entre les régions. Le rapport du Bureau de la déontologie était venu rappeler que tous les membres du personnel – les chauffeurs comme les directeurs – avaient droit au même respect, au même soutien et à la même protection dans un monde de plus en plus dangereux.

123. Le Président a déclaré que la présence d'un si grand nombre de représentants de haut niveau, notamment S. M. la Reine Sofia d'Espagne et la Première Dame du Burkina Faso, témoignait de l'importance des travaux de l'UNICEF. La qualité des débats de la séance de réflexion spéciale sur les enfants en Afrique montrait combien les États Membres, les partenaires de l'UNICEF, les gouvernements, les comités nationaux, le personnel et la société civile souhaitaient des discussions et des échanges de vues à la fois techniques, analytiques et ancrés dans la réalité avec le Conseil d'administration. Il s'agissait de transformer la vie des enfants dans le monde, et il fallait pour cela sortir des sentiers battus. Le moment était venu pour tous les gouvernements de prendre les devants, et la grande organisation exemplaire qu'était l'UNICEF se devait de les accompagner sur cette voie.

Annexe 1

Séance de réflexion spéciale sur le développement durable en Afrique, dans une perspective axée sur l'enfant

1. La séance a été ouverte par le Président du Conseil d'administration qui a ensuite invité le Commissaire aux affaires sociales de l'Union africaine à prendre la parole. Le Commissaire a parlé des problèmes auxquels les enfants africains sont aux prises, notamment dans les domaines de la nutrition et de l'éducation, et a souligné l'importance de la collaboration entre l'Union africaine et l'UNICEF. À titre d'exemples de leur partenariat, il a cité la campagne visant à mettre un terme aux mariages d'enfants, à instaurer la protection sociale, à lutter contre les retards de croissance et la malnutrition, à protéger les enfants dans les situations de conflit et à enregistrer les naissances. L'UNICEF pourrait collaborer plus étroitement avec l'Union africaine dans d'autres domaines. Il pourrait notamment, grâce à sa présence dans tous les pays africains, continuer à assurer le suivi de l'application des résolutions de l'Union africaine; accroître la coopération technique, notamment pour promouvoir des politiques fondées sur des données factuelles; fournir à l'Union africaine des financements pluriannuels plus prévisibles; et apporter son soutien à l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

2. Après la projection d'une brève vidéo sur les enfants en Afrique, le Directeur de la Division des programmes a fait un exposé dans lequel il a rappelé que c'est en Afrique que se trouvaient quelques-uns des programmes de pays les plus importants de l'UNICEF, qui y investissait déjà plus de 2 milliards de dollars par an, soit environ 53 % des dépenses au titre des programmes. Environ un quart des investissements de l'UNICEF en Afrique était destiné aux opérations d'urgence.

3. Le Directeur général de l'African Child Policy Forum a déclaré que le succès du cadre de développement en Afrique pour l'après-2015 dépendrait de l'efficacité avec laquelle les gouvernements donneraient aux enfants et aux collectivités les moyens d'exiger des résultats dans les domaines clefs suivants : investissement accru dans les programmes et les interventions en faveur des enfants; mise en place ou renforcement des capacités et des systèmes nécessaires pour tenir les engagements concrets pris en faveur des enfants; et renforcement de la protection des enfants contre la maltraitance et l'exploitation.

4. Un certain nombre de représentants de haut niveau des gouvernements africains ont pris la parole. Plusieurs délégations africaines ont décrit les mesures efficaces prises par leurs gouvernements pour promouvoir les droits des enfants. De nombreux intervenants ont rappelé qu'en dépit des progrès considérables accomplis dans plusieurs domaines, il restait des défis à relever et des problèmes à régler concernant notamment la survie de l'enfant, l'éducation, l'alimentation en eau et l'assainissement, la malnutrition et la pauvreté, problèmes qui étaient exacerbés par le manque de capacités institutionnelles, d'infrastructures de base, de ressources et de données, et par des pratiques traditionnelles néfastes difficiles à éliminer. Les enfants de moins de cinq ans en Afrique avaient l'un des taux de mortalité les plus élevés du monde. Plus 3 millions d'enfants de moins de 15 ans vivaient avec le VIH et le continent avait le plus grand nombre d'enfants non scolarisés dans le monde. Les crises humanitaires, les conflits armés et l'instabilité politique entravaient également les efforts visant à protéger les droits et le bien-être des enfants.

5. Comme en témoignaient les efforts déployés pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs convenus à l'échelle internationale, on pourrait accomplir des progrès sensibles en définissant des critères concrets et en créant des conditions propices au changement. Les indicateurs tels que la mortalité postinfantile, l'accès à l'eau potable et aux équipements sanitaires et le taux de scolarisation montraient clairement l'amélioration de la qualité de la vie des Africains. Étant le continent le plus jeune, avec 40 % d'enfants de moins de 15 ans et 200 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans, l'Afrique était aussi l'un des continents les plus dynamiques, abritant 6 des 10 pays affichant les plus forts taux de croissance économique au monde. Ces facteurs offraient une occasion unique d'obtenir plus rapidement des résultats durables en matière de développement, en investissant à la fois dans l'éducation, la santé et la lutte contre le travail des enfants. La coopération internationale était un point de départ incontournable, et il fallait notamment que le système des Nations Unies collabore étroitement avec l'Union africaine pour aider ses États Membres à assumer au premier chef la responsabilité de l'action en faveur des enfants. La coopération Sud-Sud était également essentielle.

6. Plusieurs délégations ont déclaré que l'indicateur clef du succès serait la prise en main par les Africains de leur développement, et qu'il importait de veiller à porter dans le programme de développement pour l'après-2015 une attention particulière à la situation des enfants africains. Parmi les priorités, il fallait notamment accroître l'investissement dans la protection sociale pour réduire les inégalités et faciliter l'accès des personnes les plus vulnérables aux services sociaux de base, investir en faveur des enfants au niveau local, et renforcer la communication au service du développement pour changer les mentalités locales.

7. Plusieurs délégations ont souligné qu'il était particulièrement important d'investir dans l'éducation des filles et des adolescentes, de mettre un terme aux mariages d'enfants, de lutter contre le VIH/sida, de promouvoir l'exercice des droits en matière de santé procréative et sexuelle, et de lutter contre la pratique des mutilations et ablations génitales féminines.

8. Pour clore cette séance de réflexion, le Président a souligné qu'il fallait s'employer résolument et avec transparence à combler l'écart entre l'Afrique et le reste du monde. Les objectifs de développement durable proposés devraient inclure des cibles concernant l'élimination des fléaux et des maladies qui tuaient les enfants, notamment le paludisme, le VIH/sida et la faim. Il a soutenu qu'il n'y avait aucune raison pour que l'Afrique reste à la traîne dans la réalisation de ces objectifs fondamentaux. Il a engagé l'UNICEF à se faire le champion de ces objectifs dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015.

Annexe 2

Décisions adoptées par le Conseil d'administration à sa session annuelle de 2014

2014/5

Rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF : exécution et résultats obtenus en 2013, notamment rapport sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet

Le Conseil d'administration

1. *Prend acte* du rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF : exécution et résultats obtenus en 2013, notamment rapport sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet (E/ICEF/2014/6 et E/ICEF/2014/6/Add.1);

2. *Décide* de transmettre le rapport susmentionné au Conseil économique et social, assorti des observations et des orientations que les délégations auront formulées à la session en cours.

*Session annuelle
6 juin 2014*

2014/6

Matrice finale des résultats du plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017

Le Conseil d'administration

1. *Rappelle* sa décision 2013/16 concernant le plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017;

2. *Prend note avec satisfaction* de la matrice finale des résultats du plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017 (E/ICEF/2014/8), qui présente les résultats et les principaux indicateurs de performance pour le plan stratégique, aux niveaux de l'impact, des résultats et des accomplissements, et définit les bases de référence et les cibles à cet égard;

3. *Affirme* que la matrice finale des résultats du plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017 a été conçue conformément aux principes de gestion axée sur les résultats, chaque niveau de résultat étant directement ou indirectement relié aux programmes de l'UNICEF et les résultats escomptés et les cibles étant définis sur la base des programmes de pays ou des engagements pris sur le plan international;

4. *Fait observer* que la formulation exacte des indicateurs, échéances et cibles de la matrice finale des résultats du plan stratégique continuera d'évoluer et devrait, si nécessaire, être encore affinée en consultation avec les États Membres, et demande que des informations à jour lui soient communiquées à cet égard à sa session annuelle de 2015;

5. *Prie* le Fonds des Nations Unies pour l'enfance de l'informer, à sa session annuelle de 2015, de la manière dont les cadres de résultats et d'allocations des ressources pour les programmes de pays sont alignés sur la matrice finale des résultats du plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017;

6. *Indique* qu'une analyse détaillée des risques, hypothèses et mesures d'atténuation ainsi que des éléments de la théorie du changement pour chaque résultat, a été brièvement présentée dans une note de programme complémentaire (E/ICEF/2014/CRP.14), qui a été publiée et qui sera affinée périodiquement;

7. *Prie* l'UNICEF de lui présenter, lors d'une session informelle en septembre 2014, une brève description de la structure du rapport annuel du Directeur général et des informations qui y figureront, sur la base de la matrice finale des résultats du plan stratégique (E/ICEF/2014/8), ce qui permettra d'assurer un suivi approprié des progrès accomplis chaque année, en consultation avec les États Membres, ainsi que des dépenses par rapport aux budgets;

8. *Prie également* l'UNICEF de faire le point, dans le cadre du rapport annuel du Directeur général, des progrès accomplis chaque année pour atteindre les résultats indiqués dans la matrice finale des résultats du plan stratégique pour 2014-2017.

*Session annuelle
6 juin 2014*

2014/7

Prorogations des programmes de pays en cours

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* des prorogations d'un an des programmes de l'Algérie, de l'Argentine, du Liban, de la Libye et de l'Ouganda, qui ont toutes été approuvées par le Directeur général, comme indiqué au tableau 1 du document E/ICEF/2014/P/L.11;

2. *Approuve* la demande de prorogation de deux ans du programme du Burundi, la demande de la troisième prorogation d'un an du programme de la Guinée-Bissau, la demande de la quatrième prorogation d'un an du programme de la République arabe syrienne et la demande de prorogation de deux mois, après trois prorogations d'un an, du programme de Madagascar, comme indiqué au tableau 2 du document E/ICEF/2014/P/L.11.

*Session annuelle
6 juin 2014*

2014/8

Rapport sur les progrès réalisés par l'UNICEF dans son action en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et Plan d'action pour l'égalité des sexes (2014-2017)

Le Conseil d'administration

1. *Rappelle* sa décision 2013/9 relative au rapport sur les progrès réalisés par l'UNICEF dans son action en faveur de l'égalité des sexes (E/ICEF/2013/12), dans laquelle il a prié le Fonds : a) d'élaborer un nouveau plan d'action pour l'égalité des sexes pour 2014-2017; b) de mettre au point un plan directeur prévoyant un cadre de résultats et un plan de suivi, d'évaluation et de communication d'information; c) d'évaluer le coût du Plan d'action pour l'égalité des sexes pour 2014-2017 et d'y affecter les ressources nécessaires;

2. *Rappelle également* sa décision 2013/20 sur le budget intégré de l'UNICEF pour la période 2014-2017, dans laquelle il a à nouveau demandé à l'UNICEF d'établir un plan d'action chiffré pour l'égalité des sexes (2014-2017);

3. *Prend note avec satisfaction* du rapport sur les progrès réalisés par l'UNICEF dans son action en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (E/ICEF/2014/10);

4. *Note avec satisfaction* les consultations menées par l'UNICEF dans l'élaboration du Plan d'action pour l'égalité des sexes (2014-2017);

5. *Se félicite* du Plan d'action pour l'égalité des sexes (2014-2017) (E/ICEF/2014/CRP.12), y compris les quatre priorités en matière d'égalité des sexes, les propositions visant à intégrer l'égalité des sexes et à surmonter les blocages et les obstacles en la matière au niveau des programmes, ainsi que les propositions visant à accroître l'efficacité institutionnelle, notamment les capacités et la responsabilisation, dans la mise en œuvre du Plan;

6. *Encourage* l'UNICEF à appliquer le Plan de façon efficace, y compris au moyen de l'affectation de ressources suffisantes et d'un investissement dans les effectifs, les capacités et les systèmes requis, et souligne combien il importe d'obtenir la coopération du système des Nations Unies pour sa mise en œuvre;

7. *Demande* à l'UNICEF d'établir des rapports annuels sur l'application du Plan d'action pour l'égalité des sexes, qui seront présentés à ses sessions annuelles, de lui fournir des mises à jour sur les résultats institutionnels et ceux ayant trait aux programmes, y compris sur les ressources financières et les dépenses, grâce à l'utilisation du tableau de résultats, des indicateurs et des critères de performance figurant dans le Plan d'action, et demande également à l'UNICEF de renforcer la communication de données sur l'égalité des sexes dans toutes ses activités.

*Session annuelle
6 juin 2014*

2014/9

Projet de descriptif de programme de pays pour le Kenya

Le Conseil d'administration

1. *Rappelle* sa décision 2013/18 d'examiner, à titre exceptionnel, le projet de descriptif de programme de pays pour le Kenya à sa première session ordinaire en 2014 et de présenter le texte révisé pour approbation à la session annuelle de 2014;

2. *Rappelle également* la requête formulée par le Gouvernement kényan, le 9 octobre 2013, de présenter le document pour examen et approbation à la session annuelle de 2014;

3. *Rappelle en outre* que le projet de descriptif de programme de pays pour le Kenya (E/ICEF/2014/P/L.6) avait été distribué du 13 au 26 mai 2014 aux États Membres pour qu'ils puissent faire part de leurs observations et de leurs contributions;

4. *Approuve* le projet de descriptif de programme de pays pour le Kenya pour la période 2014-2018, pour le budget indicatif global de 54 640 000 dollars à prélever sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et de 124 000 000 dollars à prélever sur les autres ressources, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales.

*Session annuelle
6 juin 2014*

2014/10

Rapport annuel sur la fonction d'évaluation et les principales évaluations de l'UNICEF

Le Conseil d'administration

1. *Prend acte* du rapport annuel sur la fonction d'évaluation et les principales évaluations de l'UNICEF (E/ICEF/2014/12) et du document connexe exposant le point de vue de l'administration sur les questions soulevées dans le rapport;

2. *Réaffirme* le rôle central joué par la fonction d'évaluation de l'UNICEF ainsi que l'importance des principes énoncés dans la politique d'évaluation révisée (E/ICEF/2013/14), établie en coopération étroite avec les États Membres;

3. *Accueille avec satisfaction* les éléments de preuve présentés dans le rapport dénotant clairement un renforcement constant de la fonction d'évaluation et encourage l'UNICEF à continuer d'appliquer systématiquement la politique d'évaluation révisée;

4. *Se félicite également* de la mobilisation accrue à l'égard de l'établissement des réponses de l'administration à toutes les évaluations majeures et encourage l'UNICEF à veiller à l'élaboration et à l'examen de ces réponses, dans les délais requis, et à mieux surveiller l'application des recommandations issues d'évaluations;

5. *Prend note* des principaux indicateurs de performance permettant de suivre l'efficacité du système d'évaluation ainsi que des données administratives sur les ressources humaines et financières;

6. *Se félicite* des progrès concernant l'appréciation de la qualité des rapports d'évaluation, encourage l'UNICEF à s'efforcer d'améliorer durablement la grande qualité des évaluations et à donner la place qu'il faut aux questions interdisciplinaires;

7. *Se félicite également* des évaluations conjointes et encourage l'UNICEF à lui présenter des réponses à cet égard;

8. *Note* la contribution efficace des bureaux régionaux au sein du système d'évaluation très décentralisé de l'UNICEF;

9. *Demande* à l'UNICEF de lui rendre compte en 2015 des mesures prises pour mettre en œuvre la politique d'évaluation révisée et exécuter le plan des évaluations thématiques mondiales pour la période 2014-2017;

10. *Demande également* à l'UNICEF de lui présenter, sur une base annuelle, un examen complet de la couverture de l'évaluation, notamment par région, par thème et par niveau des dépenses afférentes aux programmes;

11. *Demande en outre* à l'UNICEF de le tenir au courant de la mise en œuvre du plan en vue d'évaluations thématiques mondiales figurant dans le document E/ICEF/2014/3, dans le cadre du rapport annuel sur l'évaluation.

*Session annuelle
6 juin 2014*

2014/11

Rapport annuel de 2013 du Bureau de l'audit interne et des investigations au Conseil d'administration

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* du rapport annuel de 2013 du Bureau de l'audit interne et des investigations au Conseil d'administration (E/ICEF/2014/AB/L.2), de la réponse de l'administration de l'UNICEF au rapport annuel du Bureau de l'audit interne et des investigations pour 2013 (E/ICEF/2014/AB/L.3) et du rapport annuel du Bureau de l'audit interne et des investigations pour 2013;

2. *Fait part* de son appui constant au renforcement des services d'audit interne et d'investigation de l'UNICEF et à leur dotation en ressources nécessaires;

3. *Se félicite* de l'engagement pris par l'UNICEF en faveur d'une plus grande responsabilisation et de la mise en œuvre des recommandations découlant de ses audits internes.

*Session annuelle
6 juin 2014*

2014/12

Rapport du Bureau de la déontologie de l'UNICEF

Le Conseil d'administration

1. *Prend acte* du rapport du Bureau de la déontologie de l'UNICEF sur ses activités en 2013 (E/ICEF/2014/11) en application de la décision 2010/18 du Conseil, relative à la présentation d'un rapport annuel;

2. *Se félicite* du dynamisme du Directeur général, de son appui constant et de son attachement aux travaux du Bureau de la déontologie, comme en témoignent les progrès évoqués dans le présent rapport;

3. *Note avec satisfaction* les contributions essentielles du Bureau pour encourager un sens de la déontologie, d'intégrité et de responsabilité à l'UNICEF, et l'exhorte à poursuivre ses efforts en ce sens;

4. *Prend note* des mesures prises par le Bureau pour apporter un appui plus synergique au personnel s'agissant des conflits d'intérêt, ainsi que du programme de déclaration de situation financière;

5. *Encourage* le Bureau à continuer d'étendre son programme de formation à la déontologie pour veiller à sensibiliser les fonctionnaires à tous les niveaux et le

prie d'exploiter les informations qu'il reçoit concernant les formations dispensées et d'explorer des approches innovantes, pour veiller à ce que les formations continuent d'être efficaces et utiles pour l'ensemble du personnel de l'UNICEF, y compris ceux qui se trouvent dans des situations humanitaires complexes, et à s'assurer que les interventions représentent un bon investissement des ressources;

6. *Encourage également* le Bureau à poursuivre ses efforts en matière de cohérence avec les autres membres du Groupe de la déontologie des Nations Unies s'agissant des directives, des normes et des pratiques de l'UNICEF;

7. *Demande* au Bureau de renforcer la protection des dénonciateurs d'irrégularités grâce à l'élaboration et à l'application d'une politique efficace de protection contre d'éventuelles représailles qui a) définit un délai de prescription d'au moins six mois pour le signalement d'une irrégularité et b) qui est conforme à l'indicateur de gestion sur la question, figurant dans le plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017;

8. *Demande également* au Bureau de continuer de lui présenter des rapports annuels au cours des sessions futures, en application de sa décision 2010/18, assortis de recommandations à l'intention de l'administration, qui renforceront l'esprit d'intégrité et de respect au sein de l'organisation.

*Session annuelle
6 juin 2014*

2014/13

Création d'un quatrième poste de sous-secrétaire général/directeur général adjoint à l'UNICEF dans le cadre des initiatives de l'institution visant à améliorer la gestion axée sur les résultats

Le Conseil d'administration

1. *Prend note avec satisfaction* des initiatives institutionnelles proposées pour renforcer la gestion axée sur les résultats;

2. *Approuve* la création d'un poste de directeur général adjoint ayant rang de sous-secrétaire général chargé des résultats sur le terrain;

3. *Demande* à l'UNICEF d'informer le Conseil d'administration avant la session annuelle de 2015 des changements structurels et de gouvernance survenus au sein de l'UNICEF et notamment de préciser les voies hiérarchiques, les responsabilités, y compris nouvelles, et d'autres initiatives en matière d'efficacité, présentées dans le document E/ICEF/2014/AB/L.4;

4. *Demande également* au Directeur général de l'UNICEF de l'informer, dans son rapport annuel de 2015, de l'efficacité des initiatives prises.

*Session annuelle
6 juin 2014*

2014/14

Projet de descriptif de programme de pays

Le Conseil d'administration

Approuve les budgets indicatifs globaux relatifs aux programmes de coopération de pays ou de zone suivants :

<i>Région/pays</i>	<i>Période</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Document E/ICEF/2014/_</i>
Asie de l'Est et Pacifique				
Timor-Leste	2015-2019	5 650 000	55 000 000	P/L.3
Afrique de l'Est et Afrique australe				
Angola	2015-2019	32 467 500	76 000 000	P/L.4
Comores	2015-2019	5 155 000	15 730 000	P/L.5
Kenya*	2014-2018			P/L.6
Amérique latine et Caraïbes				
République bolivarienne du Venezuela	2015-2019	4 270 000	10 000 000	P/L.2
Moyen-Orient et Afrique du Nord				
Enfants et femmes palestiniens en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et dans l'État de Palestine	2015-2016	8 800 000	18 423 000	P/L.7
Tunisie	2015-2019	4 540 000	5 000 000	P/L.8
Asie du Sud				
Afghanistan	2015-2019	210 000 000	455 500 000	P/L.9
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale				
Sierra Leone	2015-2018	35 780 000	205 585 000	P/L.10

* Voir la décision distincte concernant le descriptif de programme de pays pour le Kenya.

*Session annuelle
6 juin 2014*